



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Bilan-du-1er-juillet-2014-le-FRAPRU-estime-que-c-est-le-logement-social-qui-a>

Bilan du 1er juillet 2014 : le FRAPRU estime que « c'est le logement social qui a sauvé les meubles »



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mercredi 2 juillet 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 2 juill. 2014 - Au lendemain du 1er juillet, le Front d'action populaire en réaménagement urbain estime que c'est le logement social qui a permis d'augmenter l'offre de logements locatifs abordables au Québec et de faire baisser la pression autour de la période annuelle des déménagements.

Marie-José Corriveau, organisatrice au FRAPRU, constate que « le nombre de familles et de personnes qui se retrouvent sans logis durant la période des déménagements n'a plus rien à voir avec la réalité vécue au début des années 2000 ». Elle mentionne que, cette année, au moins 360 ménages ont contacté les services d'urgence des municipalités. De ce nombre, 153 ont reçu une aide à la recherche de logement dans les villes de Gatineau (50), Québec (45), Montréal (24), Sherbrooke (21), Longueuil (10) et Laval (3). Au lendemain du 1er juillet, au moins 19 ménages demeuraient sans logis à Gatineau, dont 5 familles avec enfants. À Montréal, 4 ménages dont 3 familles et une personne seule étaient toujours sans toit. Ce serait également le cas d'au moins 4 ménages de Rouyn-Noranda dont les meubles ont été entreposés par les services municipaux. Selon le FRAPRU, le nombre de sans-logis du 1er juillet est probablement plus important. Tous ces chiffres ne tiennent évidemment pas compte de l'ensemble des personnes et des familles déjà en situation d'itinérance.

Grâce au logement social

Pour sa part, François Saillant, coordonnateur du FRAPRU, affirme que « c'est le logement social qui a sauvé les meubles et permis au Québec de sortir à peu près complètement de la pénurie de logements ». Il précise, à l'appui de cette affirmation, que 23 468 logements coopératifs, publics ou sans but lucratif ont été construits au cours des dix dernières années au Québec : « Sans la construction de ces logements, l'offre de logements locatifs n'aurait tout simplement pas suffi à la demande. Quant à l'offre de logements réellement abordables, elle repose essentiellement sur le logement social. Un nombre beaucoup plus important de ménages vulnérables se seraient donc retrouvés carrément à la rue si le logement social n'avait pas joué un tel rôle ».

M. Saillant ajoute que l'importance de cette formule continue de croître au fil des années. Ainsi, selon des chiffres provenant de la Société d'habitation du Québec, sur les 8415 logements locatifs construits au Québec en 2013, 2600, soit 31 %, étaient des logements sociaux. La situation est, à son avis, encore plus flagrante sur l'île de Montréal : « Au cours des cinq premiers mois de 2014, à peine 96 logements locatifs privés ont été mis en chantier sur l'île de Montréal, ce qui est totalement ridicule. Sans la mise en chantier de 296 logements coopératifs, la construction de logements locatifs aurait été à peu près nulle, alors que celle de condominiums atteint des sommets, avec le démarrage de 2940 unités depuis le début de l'année ».

Le FRAPRU souligne par ailleurs que le Québec dispose d'un parc de logements sociaux qui atteint maintenant près de 142 000 unités dont une partie se libère à chaque année, ce qui augmente aussi l'offre de logements locatifs à bas loyer.